

# Les cahiers **d'histoire** de **la métallurgie**



numéro 73 | octobre 2021

## Des métallos à l'assaut du ciel

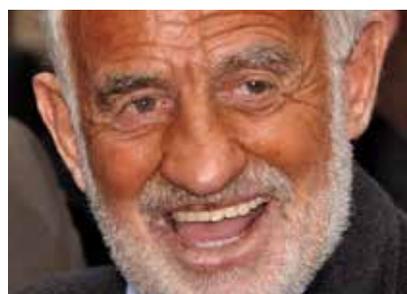


Arrivée des canons à la mairie du 18e arr., le 18 mars 1871. Gravure de J. Gaildrau pour *L'Illustration* du 25 mars 1871  
© Wikimedia Commons



### **Vitrine du «94»** p. 6

Deux séries de panneaux viennent agrémenter la vitrine permanente du 94.



### **J-P. Belmondo** p. 18

Grande figure du cinéma français, il était également connu pour son engagement syndical.



### **Claude Godart** p. 20

Claude Godart nous a quittés en juillet dernier.

# SOMMAIRE :

octobre 2021 | n° 73

## À LIRE, À VOIR

### ACTUALITÉS

Édito	p. 3
USTM 78	p. 4
Paimboeuf	p. 4
Fête de l'Huma	p. 5
Patrimoine	p. 5
A. Croizat	p. 6
Expo au 94	p. 6

### HISTOIRE

L'effroi de 1871	p. 7
Les Métallos de La Commune	p. 7

### ARCHIVES

Bébel	p. 18
-------	-------

### INSTITUTIONS

Mine de la Machine	p. 19
-----------------------	-------

### DÉCÈS

C. Godart	p. 20
R. Sylvain	p. 21
A. Halbeher	p. 22

Un drame dans la clairière	p. 24
-------------------------------	-------

La terre peut bien se fissurer	p. 24
-----------------------------------	-------

## ADHÉSION IHS 2021

Organisation de + de 50 adhérents : **82 €**

Organisation de - de 50 adhérents : **22 €**

Individuelle : **22 €**

Règlement à l'ordre de : **IHS CGT métallurgie** •

Possibilité de pré-inscription pour une demande de prélèvement avec un relevé d'identité bancaire IBAN

Nom & prénom : .....

Organisation : .....

Adresse : .....

Tél. : .....

Mobile : .....

Mail : ..... @ .....

## INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE CGT MÉTALLURGIE

94, rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris

## Cahiers d'histoire de la métallurgie n° 73

réalisés par l'IHS CGT métallurgie

01 53 36 86 38 ♦ [ihs.gas@free.fr](mailto:ihs.gas@free.fr)

<https://ftm-cgt.fr/histoire-sociale-de-la-metallurgie-ihs/>

Rédaction : Emeric Tellier ♦ Claude Ven ♦ Maquette : Rudy Jean-François

impression FTM CGT ♦ ISSN 2494-1050





# Un mur



**L**e 24 septembre dernier, au matin, les forces de l'ordre évacuent les consommateurs de crack et leurs dealers des jardins d'Éole dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris. On est habitués à ces démonstrations de force qui consistent à déplacer un problème pour apaiser les résidents. Rien de bien nouveau si ce n'est de voir cette fois les troupes du préfet de police accompagnées de maçons avec leurs parpaings et leur ciment.

Ces mascarades, qualifiées depuis des décennies de solutions temporaires, s'accompagnent désormais de relents délétères. On ne se contente plus de chasser les fâcheux, les parasites, on les isole. On se protège derrière un mur. On circonscrit le problème, dans l'espoir insidieux de l'étouffer, de le dissoudre dans l'indifférence générale. Cette méthode s'apparente à la méthode ultime du ghetto pratiquée dans les années les plus sombres de l'histoire européenne.

Édifier un mur est une réaction banale qui jalonne l'histoire aux quatre coins du monde. Du mur d'Adrien, construit par les romains pour enfermer les redoutables Pictes dans leurs terres arides du nord de l'Écosse, aux portions multiples du Limes qui se voulait une protection contre les barbares, à la muraille de Chine édifiée, morceau par morceau, sur près de deux mille ans. Aucun n'a fait la démonstration de son efficacité. Ils servirent plutôt de contrôle des populations et d'outil pour taxer les biens et marchandises lors d'échanges commerciaux.

Les exemples ne manquent pas de ces obstacles illusoirement dressés par dépit face à l'incapacité des peuples, ou plutôt de leurs dirigeants, de se supporter si ce n'est de vivre ensemble. L'histoire contemporaine n'en est pas avare : le mur de Berlin pour freiner l'hémorragie démographique de l'Allemagne de l'Est, celui

érigé par Ariel Sharon pour isoler et étouffer le peuple palestinien, le mur de Trump pour satisfaire le nationalisme obsessionnel des exploiters de main-d'œuvre mexicaine. A-t-on conscience que c'est l'Europe entière qui aujourd'hui se couvre de barbelés à ses frontières pour se préserver de migrations inévitables ?

Nous ne sommes pas insensibles à ce concept de frontière absolue. Dans la certitude de mettre un terme définitif à l'invasion du voisin, la ligne Maginot témoigne cruellement des illusions que se construisent les hommes pour se rassurer. On persiste à penser que l'on peut dormir serein du bon côté du mur. Mais cet édifice n'est qu'une réponse simpliste, forgée hâtivement dans la volonté d'échapper ou de contourner une difficulté.

La comparaison paraît audacieuse avec quelques parpaings posés aux abords du périphérique. Mais ériger un mur, quelle qu'en soit la dimension correspond toujours à un problème que l'on ne parvient pas ou que l'on ne veut pas résoudre. Quand on se refuse à régler une difficulté, il suffit de la nier. Pour cela le mur est parfait. Il cache mais ne résout rien. Hors de vue on ignore l'autre. Il devient d'autant plus différent que l'on ne le connaît plus, il s'entoure de mystères, devenant une énigme, potentiellement un danger.

La politique de répression mise en œuvre à l'encontre des consommateurs de crack, alors qu'il s'agit d'un problème social et sanitaire, est révélatrice d'une construction intellectuelle simpliste. Désigner l'autre, l'isoler pour enfin le nier, nourrit les débats politiques actuels.

Quand on perçoit la teneur de certains discours, on se prend à croire que cette façon de parquer les indésirables, les nuisibles pourrait préparer les esprits à la phase suivante...

Construire un mur n'est jamais neutre. Il peut constituer le premier pas d'une terrible dérive.

Claude Ven  
Président de l'IHS CGT métaux



## USTM des Yvelines

**L**e 2 septembre dernier, l'IHS était invité à l'assemblée générale de rentrée de l'USTM des Yvelines. Cette réunion se tenait en présence d'une vingtaine de participants représentant les principales bases syndicales du département dans la salle Henri-Rollin, un métallurgiste qui a affronté les milices privées et le syndicat « indépendant » de la Confédération française du travail (CFT) dans « l'usine de la peur », l'usine Simca-Chrysler de Poissy. Cette expérience fit l'objet d'un livre, *Militant chez Simca-Chrysler*, paru en 1978 aux Éditions sociales. Il fut ensuite le premier secrétaire général de l'Union départementale des Yvelines lors de sa création en 1966. Remercions ici les camarades pour l'excellent accueil qui nous a été réservé lors de la présentation de l'ouvrage *Le Métal au cœur* ! ●



Une vue de la salle © A-L. Pauget

## Framatome Paimboeuf

**L**ouis Dronval a représenté l'IHS à l'occasion du congrès du syndicat Framatome de Paimboeuf qui s'est tenu le 2 juillet dernier. Son intervention a été l'occasion de revenir sur le réseau des Instituts d'histoire sociale, dont le premier a été créé au niveau confédéral en 1982 grâce à l'action de Georges Séguy et de leur importance, dans un contexte où le gouvernement célèbre Napoléon Bonaparte et ignore ostensiblement le 150<sup>e</sup> anniversaire de la Commune de Paris. Il a également été question du sens de la démarche des IHS, ainsi que de leurs différentes réalisations, notamment sur l'attitude la Fédération des travailleurs de la métallurgie durant la Première Guerre mondiale, la grève des

mensuels de 1967 à Saint-Nazaire ou encore sur le parcours syndical et politique d'Ambroise Croizat. Louis Dronval n'a pas non plus manqué de rappeler que l'année 2021 est celle du 80<sup>e</sup> anniversaire de la fusillade de Châteaubriant et qu'il est important que le mouvement syndical ne manque pas cette commémoration. ●



Louis Dronval © coll. IHS CGT Métaux



# Fête de l'Huma



Le Métal au Cœur était présent au Salon du livre de la Fête de l'Huma, sur le stand des Éditions de l'Atelier © Roger Gauvrit

# Journées du patrimoine

**À** l'occasion des Journées européennes du patrimoine, l'Institut CGT d'histoire sociale de la métallurgie a été sollicité par la Maison des Métallos pour animer deux séances de découvertes de documents d'archives sur l'histoire de ce lieu emblématique du syndicalisme métallurgique de la région parisienne. Une cinquantaine de personnes ont participé à ces initiatives qui ont mis en avant les réalisations sociales nées avec les grèves du Front populaire. Une captation audiovisuelle ayant été réalisée à cette occasion, il est prévu de mettre en ligne ces deux séances. Nous ne manquerons pas de vous tenir informés ! ●





# Croizat à Dieppe et Châteaubriant

**L**e samedi 1<sup>er</sup> mai dernier, l'esplanade située devant l'hôpital de Dieppe, en Seine-Maritime, a été baptisée du nom d'Ambroise Croizat. Cette initiative s'est déroulée en présence de Pierre Caillaud-Croizat, d'Yves Autret, directeur du centre hospitalier, de Sébastien Jumel, député PCF de Seine-Maritime, de Nicolas Langlois, maire PCF de Dieppe et de plusieurs centaines de manifestants, après avoir défilé depuis la place Nationale pour la journée internationale des travailleuses et des travailleurs. À cette occasion, une plaque a été dévoilée, tandis qu'un extrait sonore du discours prononcé par Ambroise Croizat lors de la mise en œuvre de la Sécurité sociale a été diffusé.

Le même jour, l'Union locale CGT de Châteaubriant sollicitait la municipalité pour ob-



tenir une rue ou une place Ambroise Croizat dans la ville. La proposition a été acceptée et l'espace située face à la carrière des fusillés doit être baptisée avant le week-end du 80<sup>e</sup> anniversaire de la fusillade. Là encore, une plaque doit être dévoilée. ●

## Une expo au « 94 »



La vitrine du 94 rue Jean-Pierre Timbaud accueille désormais un espace d'exposition de 6 panneaux sur l'histoire et les militants de la métallurgie, pour le plus grand plaisir des passants © Rudy J-F



# Des métallos à l'assaut du ciel

« Il y a sous toutes les grandes villes des fosses aux lions, des cavernes fermées d'épais barreaux où l'on parque les bêtes fauves, les bêtes puantes, les bêtes venimeuses, toutes les perversités réfractaires que la civilisation n'a pu apprivoiser, ceux qui aiment le sang, ceux que l'incendie amuse comme un feu d'artifice, ceux que le vol délecte, ceux pour qui l'attentat à la pudeur représente l'amour, tous les monstres du cœur, tous les difformes de l'âme ; population immonde, inconnue au jour, et qui grouille sinistrement dans les profondeurs des ténèbres souterraines. Un jour, il advient ceci que le belluaire distrait oublie ses clefs aux portes de la ménagerie, et les animaux féroces se répandent dans la ville épouvantée avec des hurlements sauvages. Des cages ouvertes, s'élancent les hyènes de 93 et les gorilles de la Commune. »

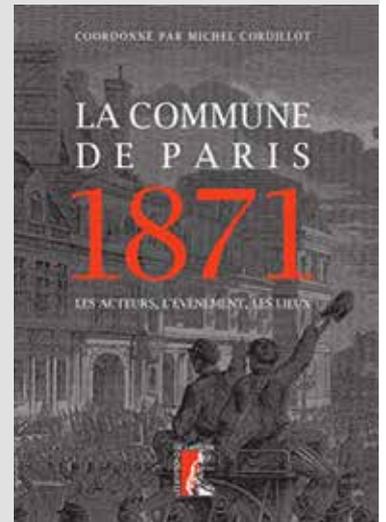
**C**e texte, écrit en octobre 1871, est de Théophile Gautier, l'auteur du *Capitaine Fracasse*. Par ces excès, son évocation quasi-déirante, il traduit parfaitement l'effroi des élites intellectuelles et artistiques de l'époque sur la révolte du peuple parisien. Certains regardaient avec commisération la misère endémique du prolétariat. Ils appelaient parfois de leurs vœux des réformes sociales. Mais voir le peuple venir arracher son dû aux classes possédantes : non ! Patience et résignation restaient les préceptes que l'aristocratie et la bourgeoisie d'Empire assénait à ses malheureux lorsqu'ils daignaient leur prêter attention. Ce ne pouvait-être que des monstres suant de haine et assoiffés de sang et de chaos qui entraînaient la populace dans de pareils excès.

Évoquons-les ces hyènes, ces gorilles de la Commune. Et regardons plus précisément

## La commune de Paris 1871. Les acteurs, l'événement, les lieux

Le 150<sup>e</sup> anniversaire de la Commune de Paris a suscité de multiples publications. L'une d'elles est assurément un événement. Les Éditions de l'Atelier, en lien avec les équipes du Maitron, ont publié sous la coordination de Michel Cordillot ce que l'on peut qualifier pour l'heure de document de référence. Ce pavé de près de 1 500 pages comporte pas loin de 500 biographies d'acteurs ainsi qu'une centaine de notices thématiques, permettant à tous ceux que ce sujet intéresse d'apprendre ou de compléter ses connaissances. C'est ce document qui nous a permis de faire émerger quelques figures de métallos communards dans l'article ci-contre.

Nous en profitons pour saluer notre camarade Julien Luchini qui en a assuré la responsabilité éditoriale, un énorme travail qui s'est étalé sur cinq ans. Qu'il reçoive ici, ainsi que tous les historiens et collaborateurs qui y ont contribué, nos compliments pour ce travail remarquable. Nous ne pouvons que vous inciter à découvrir ce merveilleux livre. ●



1871



Affiche de la Commune de Paris, avril 1871 © BNF - gallica.bnf.fr

les métallos. Sur les cinq cents biographies issues du *Maitron* et sélectionnées dans l'ouvrage des Éditions de l'Atelier, ils sont 49, près de dix pour cent.

Hommes matures, en moyenne 35 ans lors de la Commune (le plus jeune en avait 23 et le plus vieux 53), l'un d'eux mourra les armes à la main et deux autres seront fusillés.

Ils viennent de toute la France, et même de l'étranger. Parmi les métallos il n'y a que onze parisiens et six « banlieusards ». Mais il y a aussi un belge, un allemand et un hongrois. Ils sont dix ouvriers mécaniciens (terme sans doute générique de la profession), neuf bijoutiers, joaillier ou orfèvres, deux horlogers, sept ouvriers en bronze (corporation qui mérite que l'on y revienne), trois tourneurs sur métaux, trois ciseleurs, quatre ouvriers en cuivre, deux serruriers, un doreur, un chaudronnier, un fondeur en fer, un graveur sur métaux, un tailleur de limes et même un ingénieur mécanicien.

Mais sont-ils tous vraiment métallos ? et

le sont-ils restés ? Inscrits comme tels, leur profession ou plutôt leur moyen d'existence, varie suivant les aléas de la vie.

### Des parcours individuels

**Albert Pancou-Lavigne**, fils de propriétaire, ne semble avoir de métallos que sa présentation : « homme de lettres et métallurgiste ». Capitaine dans une compagnie de francs-tireurs (les tirailleurs parisiens) durant le siège, il a obtenu la Légion d'honneur. Déporté à Nouméa, en Nouvelle-Calédonie, il exigea le traitement afférent à sa décoration. Elle lui a été rendue en 1884.

Les mentions sont parfois contradictoires. **Victor Avisard**, tourneur en cuivre est dit opticien dans un rapport. **Moïse Pillioud** est ciseleur mais dirige un atelier de couture à la mécanique. **Nicolas Thaller**, tourneur en fer, a été marchand de vin et nommé le 8 mai 1871 sous-gouverneur du fort de Bicêtre. Il est mort les armes à la main le 25 mai, place Jeanne d'Arc dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement. Il a quand même été condamné



à mort le 17 février 1872 par le 6<sup>e</sup> conseil de guerre. Les métiers comme les appellations personnelles sont parfois surprenants. **Charles Gouhier**, natif du Pas-de-Calais est dit « Caron de Brest ». Il est fabricant de bijoux de deuil, une spécialité bien rare de nos jours.

### L'adaptation aux rigueurs du temps

Les reconversions sont fréquentes, imposées par les circonstances. **Étienne Favvy**, ouvrier fondeur en bronze est devenu tailleur de pierre. **Charles Ostyn**, ouvrier tourneur, est devenu courtier en linge pour nourrir ses quatorze enfants. Élu de la Commune dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement, constatant la scission définitive de l'assemblée communale le 17 mai, il déclara : « *Je n'ai jamais fait partie d'une assemblée populaire. Je sors de la classe ouvrière ; je ne connais pas les malices de la politique ; je vois ici des choses qui m'étonnent. Je croyais trouver dans l'assemblée quelque chose de plus grand, de plus digne.* » Même dans des moments historiques débordant d'enthousiasme, l'espoir est parfois confronté à la réalité des hommes et des situations.

**Victor Delahaye**, ouvrier mécanicien, a été comptable de la Bibliothèque nationale sous la Commune. De retour à Paris, après un exil londonien, il s'installa à son compte comme fabricant d'appareils télégraphiques.

**Pierre Langevin**, tourneur sur métaux, réfugié à Strasbourg, ville devenue allemande après la victoire prussienne, créa une entreprise de machines à coudre qui employa plus d'une trentaine de personnes, dont de nombreux communards.

**Bernard Laneck**, ouvrier monteur en bijoux, caché durant deux mois après la Semaine sanglante, en profita pour faire son apprentissage de maréchal-ferrant puis en 1889,

il s'exila au Portugal où il travailla comme sertisseur.

**Eugène Dupas**, lui, est un cas plus singulier. Ouvrier horloger, il s'installe à Paris comme pharmacien ! De 1851 à 1862, il écope de quatre condamnations pour exercice illégal de la pharmacie. Il a toutefois été médecin major du 125<sup>e</sup> bataillon sous la Commune et installa une ambulance à son domicile où il soigna tous ceux qui se présentaient jusqu'à la fin des combats. La délicatesse et la patience horlogère lui ont peut-être permis d'être plus attentif à la complexe et fragile mécanique humaine.

Ce qui est sûr, c'est que les métallos sont parfois bien utiles. **Maurice Garreau**, est serrurier mécanicien. C'est donc en tant que tel qu'il est réquisitionné par Varlin et Jourde pour ouvrir le coffre-fort de l'Hôtel de ville. Il a été nommé directeur de la prison Mazas. Arrêté le 25 mai et fusillé le lendemain, il a pu faire parvenir à sa compagne **Marie Mercier** une magnifique lettre d'adieu que Victor Hugo a fait publier.

**Pierre Marc**, maître fondeur, est dit d'une intelligence peu ordinaire et d'une distinction relative. Durant la Commune, il créa une société coopérative d'ouvriers fondeurs en fer qui a fourni des projectiles jusqu'au 28 mai.

### L'attachement à un métier

Il arrive parfois que l'on s'interroge. N'y a-t-il pas des oppositions tenaces entre métiers et corporations ? Le dénommé **Jules Larue**, fabricant de bijoux, s'est vu chargé du matériel et des munitions. Il n'hésita pas à démissionner du comité central pour protester contre le fait que l'on ait confié à un « doreur sur cuivre incompetent » l'entreprise générale des canons. La précision du métier fait planer un doute sur l'incompétence reprochée.



Arrestations durant la Semaine Sanglante, 1871. Gravure tirée de l'*Illustrated London Week* © coll. IHS CGT Métaux

Certains ont conservé leur premier métier jusqu'à la fin de leur vie. **Albert Theisz**, bronzier, ciseleur en bronze, un des premiers adhérents de l'Internationale en France, qui a



été élu de la Commune, directeur des postes et s'est battu jusqu'au bout, les armes à la main, a repris son métier après son retour d'exil. C'est donc le cortège d'un ciseleur que

20 000 personnes ont suivi jusqu'au cimetière de Saint-Ouen, le 10 janvier 1881.

Elle est peut-être là la suprême récompense. **François Joffrin**, ouvrier mécanicien, qui s'est vu attribuer une concession gratuite au Père-Lachaise, a fait graver sur sa tombe : « *Ouvrier mécanicien, membre du parti ouvrier* ». **Henry Champy**, ouvrier en orfèvrerie, élu de la Commune, a été enterré au cime-

tière de Pantin en 1902. Sa bière recouverte d'un drapeau rouge, est entourée de 2 000 personnes. C'est sur sa tombe que l'on a pu graver pour la première fois le mot « *Commune* », grâce à l'autorisation de Clémenteau obtenue par Vaillant.

### Les aléas du destin

Il y a aussi des parcours étonnants. **Baptiste Descamps**, contraint d'abandonner son métier d'ouvrier mouleur en fonte pour raisons de santé, a gagné sa vie comme garçon de clinique à l'assistance publique puis comme employé dans un commerce de vins. Peu après le 18 mars 1871, il se présente à la mairie du XIV<sup>e</sup> arrondissement pour solliciter un poste de gardien. Mais à sa grande surprise, il se verra offrir d'être candidat aux élections de la Commune du 26 mars. Élu, par environ 90 % des votants, il est totalement dépassé par ses nouvelles fonctions.



Buste sur la sépulture de Jules Vallès, au cimetière du Père-Lachaise © DR | coll. IHS CGT Métaux

Conscient de ses capacités, il refusa d'entrer dans une commission, siégea très peu et ne prit quasiment jamais la parole. Le 3<sup>e</sup> conseil de guerre considéra, à l'unanimité, qu'il avait toutefois eu un rôle positif dans son arrondissement. Il a été le seul membre élu de la Commune, non démissionnaire, acquitté par les juges militaires.

### Un contre-exemple

Le cas d'**Henri Tolain** est d'une toute autre nature. Ouvrier ciseleur en bronze, Jules Vallès le présente en 1869 comme le chef moral de la classe ouvrière mais aussi comme « *ex-ciseleur qui a lâché ses outils de métier depuis longtemps (...) Mais s'il a peur du travail qui salit les mains, il n'a pas peur de l'étude solitaire (...) C'est lui le contremaître de l'atelier où se fabrique la révolution ouvrière (...) pourvu qu'il ne lâche pas les blousiers comme il a lâché la blouse !* ».

Hélas ! Élu député le 8 février 1871 et hostile à la Commune, il a rallié le gouvernement de Versailles. Aussi, le 12 avril 1871, le conseil fédéral parisien de l'Internationale, « *considérant que le sieur Tolain, nommé à*



*l'assemblée nationale pour représenter la classe ouvrière, a déserté sa cause de la manière la plus lâche et la plus honteuse* », a décidé à l'unanimité de l'exclure.

Vallès, toujours, écrit dans *Le Cri du peuple*, le 20 novembre 1883 : « *Devant lui la colère se change en pitié. On ne peut se défendre d'une immense tristesse en face de cette immense défaillance (...) O misère ! Es-tu donc si dure pour l'ouvrier, ô fatigue ! Es-tu donc si pesante à l'établi, que ceux qui l'ont quitté n'y veulent plus revenir et préfèrent se suicider comme penseurs, à condition de*



Les Hommes de la Commune de Paris, tirés de l'illustration du 15 juillet 1871 © Wikimedia Commons

*vivre sans calus aux doigts, sans souci de la coche, sans peur du chômage ! Spectacle douloureux ! un homme de la hauteur de ce Tolain, qui, pour ne plus louer ses bras, vend son cerveau... »*

Métallo ou pas, les hommes n'échappent pas à leur destin et à leurs faiblesses.

Mais ils ont été nombreux, ces militants ouvriers, à se voir confier des rôles importants lors de la Commune et à les assumer pleinement.

### Compétents, loyaux et honnêtes

**Adolphe Assi**, ouvrier mécanicien, a déjà

une forte expérience dans les luttes sociales, notamment au Creusot. Il est élu le 19 mars colonel, puis nommé gouverneur de l'Hôtel de ville. Il fait partie de la délégation qui se rend à la Banque de France pour se faire remettre deux millions de francs. Élu le 26 mars, c'est lui qui préside la cérémonie solennelle de la proclamation de la Commune deux jours plus tard, et qui lui a remis le 29 mars les pouvoirs du Comité central. Il a un moment été accusé à tort de détournement de fonds, parce qu'il aurait tenu table ouverte à l'Hôtel de ville. Nommé aux ateliers de fabrication de munitions, il a été arrêté le 22 mai et déporté. Il a fait plusieurs tentatives d'évasion avant de s'installer définitivement à Nouméa après son amnistie comme mécanicien ajusteur.



Notre ingénieur mécanicien, **Henry Prod'homme**, a été colonel chef d'état-major de la place puis commandant de l'école militaire. Le conseil de guerre le jugea « très intelligent, de caractère doux et gai ... » et le condamna à mort par contumace.

**Léon Megy**, mécanicien, a été colonel commandant du fort d'Issy puis membre de l'état-major d'Eudes. **Aimé Mathey**, ouvrier bijoutier, simple garde, s'est vu confier le commandement en second du fort de Vanves. Le capitaine **Debeauvais** écrira à **Delescluze** qu'il s'était montré dans sa charge un « *homme nul comme soldat, mais dévoué à la cause et d'une aptitude et d'un courage exemplaires* ». Son titre lui a toutefois été retiré au bout de deux jours. On ne peut forcer son destin.

**Amédée Combault**, ouvrier bijoutier, a été directeur général des contributions directes.



**Gustave Durand**, lui aussi ouvrier bijoutier (peut-être une prédisposition) assura la fonction de caissier principal des caisses centrales du trésor public. Condamné à la déportation, sa peine a été commuée en sept ans de détention au regard des témoignages particulièrement favorables sur sa conduite pendant la Commune.

Car les communards, accusés de massacre, de destruction, d'incendie ne sont pas des voleurs. Les différends conseils de guerre ont échoué à démontrer une quelconque malversation dans la tenue des comptes publics.

**Pierre Murat**, ouvrier mécanicien, a été nommé chef de la fabrication des monnaies. Il bénéficia d'un non-lieu et un monument à sa mémoire a été inauguré au Père-Lachaise le 1<sup>er</sup> mai 1895.

Nous reviendrons sur la conscience et la probité de **Zéphirin Camélinat**, directeur de la Monnaie, **Joseph Perrachon**, commissaire général de la Monnaie, **Albert Theisz**, directeur des postes et tant d'autres.

Certains se sont découverts dans ses semaines historiques, même si beaucoup ont déjà un passé militant et révolutionnaire.

### Une association cosmopolite

Animateurs ou créateurs de chambres syndicales, organisateurs de grèves, vingt-six de nos métallos (plus de la moitié) sont des adhérents de l'Association Internationale des Travailleurs.

Créée en 1864, l'AIT apparaît, à la veille de la Commune, tout à la fois comme une organisation syndicale, une association politique internationale et un lieu de réflexion et d'échanges. On compte alors plusieurs dizaines de milliers d'adhérents sur l'ensemble du territoire. Elle est pourtant affaiblie par la

répression impériale.

C'est là que Théophile Gautier vise juste dans sa description du « *belluaire ayant oublié les clefs sur la porte...* » Nombre d'entre eux sont emprisonnés à l'été 1870 pour atteinte à l'État, associations illégales ou insultes à l'Empereur. Mais le 2 septembre, l'armée capitule, l'Empire s'effondre et le 4, la République est proclamée. Bonne fille, elle libère aussitôt les prisonniers politiques. Les voici donc dehors ces dangereuses créatures. Certaines corporations en sont un véritable vivier.

### Les ouvriers du bronze

Ils sont techniciens, maîtres et détenteurs de savoirs et de capacités de nuisance non négligeables. Ils font les canons pour l'armée, les cloches pour les églises, qu'ils sauront fondre pour financer la lutte, car ils sont aussi les pourvoyeurs de la monnaie métallique. Sans oublier les fonderies d'art. Le plus célèbre d'entre eux **Zéphirin Camélinat**, est devenu rapidement un monteur et ciseleur d'exception, appelé à travailler sur le chantier de l'Opéra de Paris par l'architecte Charles Garnier.



Les qualités de ces ouvriers en feront aussi des militants politiques de pointe dans les luttes ouvrières.

Élisabeth Lebon, historienne, écrit : « *rompus aux situations complexes et dangereuses qui caractérisent leur profession, les fondeurs ont apporté leur courage physique et leur capacité à garder un calme absolu dans les situations critiques, souvent au premier rang des combats (...) les ciseleurs représentent l'élite intellectuelle (...) leurs qualités les propulsent à la pointe avancée* »



Groupe de communards au cimetière du Père-Lachaise à Paris, 1908 © Agence photographique Rol | BNF - gallica.bnf.fr

*de la construction de la pensée syndicale* ».

Mis à part la terrible défection d'un **Tolain** évoqué plus haut, de grandes figures de la Commune en sont issues et d'autres plus anecdotiques.

À l'image d'**Émile Lebrun**, ciseleur et brestois de naissance, qui se fait remarquer durant les combats car toujours accompagné de sa compagne, habillée en garde national et faisant le coup de feu avec lui. Il est arrêté le 3 juin et déporté à Nouméa. On ignore le sort de sa camarade de combat.

**Albert Theisz**, déjà évoqué, seconda **Léo Frankel** à la commission du Travail, de l'Industrie et de l'Échange. Il contribua à la création d'un « Comité de républicaines », dont la mission était de « rechercher toutes les misères cachées » afin que les membres de

la Commune puissent « les soulager immédiatement ». Directeur des postes, se battant les armes à la main, il est contraint de quitter l'Hôtel des postes le 24, mais s'oppose à ce qu'il soit incendié.

**Émile Duval**, fondateur, a été fait général par la Commune. Lors d'une sortie le 3 avril, il est bloqué sur le plateau de Châtillon et contraint de se rendre le lendemain. Il est fusillé sur ordre du général Vinoy. Le 17, la Commune rebaptisa la place d'Italie de son nom et décida de maintenir l'indemnité versée à sa veuve. Celle-ci a réclamé en vain son corps aux versaillais. Condamné à la déportation, ce n'est qu'en 1875 que son décès a été officialisé.

**Blaise Perrachon** se montra longtemps « ouvrieriste » au sein de l'AIT. **Vallès** l'op-



pose à **Tolain**, car il n'a pas quitté l'établi et représente le labour manuel. Mais vénérant celui-ci, il défendit un de ses amendements qui s'opposait à l'adhésion des « ouvriers de la pensée » à l'Internationale. Sous la Commune, il a été appelé par son ami **Camelinat** pour devenir « commissaire général » à la Monnaie. Réfugié en Belgique après la Semaine sanglante, il demande, en juillet 1878, avec l'appui de **Tolain**, à rentrer en France pour y rétablir sa santé. Autorisé le 23 juillet, pour un mois seulement, il meurt le 27 août.

Enfin la grande figure des ouvriers du bronze, de la lutte sociale et de la Commune : **Zéphirin Camelinat**. Ce véritable artiste dans son métier comme déjà évoqué, fut l'un des premiers adhérents français à l'Internationale. Nommé le 3 avril 1871 directeur de la Monnaie, il est parvenu à faire redémarrer la fabrication sans aide des chefs de service opposés à la Commune. Il a obtenu les lingots de métal pour la frappe des pièces de 5 francs en argent. Il améliora les conditions de travail des employés et ouvriers et les a fait entrer au Conseil d'administration. Les juges ont été obligés de reconnaître que la Monnaie fonctionna de façon efficace et irréprochable durant toute la Commune. Il l'évacua le 23 mai, emportant pour 153 000 francs de pièces neuves qui ont payé la solde des fédérés à la mairie du XI<sup>e</sup> arrondissement, avant de rejoindre les rangs des combattants. Il s'est battu avec acharnement jusqu'au dernier moment sur la barricade de la rue des Trois-bornes et, sauvé par des habitants de la rue Moret, il s'est exilé en Angleterre début septembre. À Londres, il a repris son métier d'ouvrier en bronze. Gracié le 5 juin 1879, il est revenu en France. Devenu dirigeant du syndicat des monteurs en bronze, il a été élu député socialiste en 1885. Resté fidèle à la majorité lors du congrès de

Tours, le parti communiste le présenta aux élections présidentielles en 1924. Vétéran, cité en exemple par le parti durant douze ans, ses obsèques, le 5 mars 1932, ont été l'occasion d'une imposante manifestation entourée de 125 drapeaux et bannières et d'une quarantaine de couronnes.

Tant par son parcours militant et combattant de la classe ouvrière, que par ses talents professionnels, **Camelinat** reste un des personnages majeurs de cette grande épopée sociale. Mais d'autres demeurent incontournables lorsque l'on veut évoquer cette période.

### Le souffle immortel du temps des cerises

Une autre grande figure, dont nous pouvons nous honorer qu'il débuta comme métallo, est celle de **Jean-Baptiste Clément**.

Garnisseur de cuivre, « après cinq années d'esclavage, de misères et de résignation », il décide de prendre « place dans les rangs des révoltés ». Désormais poète et chansonnier, il est condamné à un an de prison pour offense envers l'Empereur et comme les autres, libéré le 4 septembre 1870. Élu à la Commune il a été délégué à la fabri-



cation des munitions mais aussi à la commission de l'enseignement. Avec **Assi**, autre métallo, il visita les ateliers et s'est rendu aux avant-postes, notamment au fort d'Issy. Il participa aux combats jusqu'au dernier jour,

faisant le coup de feu le 28 mai sur une des dernières barricades, rue de la Fontaine-au-Roi. Caché par un ami durant 75 jours quai de Bercy, il composa La semaine sanglante, dédiée « aux fusillés de 71 » : « On traque, on enchaîne, on fusille / Tous ceux qu'on ramasse au hasard (...) / À quand enfin



Sépulture de Léo Frankel au cimetière du Père-Lachaise à Paris © coll. IHS CGT Métaux

*la République / De la Justice et du Travail ? (...)/ Les mauvais jours finiront. / Et gare ! à la revanche / Quand tous les pauvres s'y mettront.* » Exilé à Londres, il y resta huit longues années difficiles.

Rentré en France en 1880, il entama, comme adhérent du parti ouvrier, une vie de militant au service des salariés en lutte, notamment dans les Ardennes. Il y créa des syndicats, des cercles d'études sociales et des groupes socialistes. Il est arrêté le 1<sup>er</sup> mai 1891 lors d'une charge des gen-

darmes à Charleville et condamné à deux ans de prison. Revenu à Montmartre en 1894, il se remet à écrire des chansons. Hospitalisé d'urgence le 22 février 1903, il meurt le lendemain.

Le 26 février, il y a 5 000 personnes à ses obsèques. Organisateur du mouvement ouvrier sans cesser d'être chansonnier, il reste à tout jamais l'auteur du Temps des cerises.

### Le corbillard de 7<sup>ème</sup> classe

Terminons cette évocation par **Léo Frankel**. Orfèvre et horloger mécanicien, comme tant d'autres, il est libéré des geôles impériales à la proclamation de la République. Élu de la Commune, il écrivait à Marx : « *Si nous réussissons à transformer radicalement le régime social, la révolution du 18 mars serait la plus efficace de celles qui ont eu lieu jusqu'à présent. Ce faisant nous arriverions à résoudre les problèmes cruciaux des révolutions sociales à venir. Dès lors, il nous faut tout faire pour atteindre notre but.* » Il a été à l'origine des principales mesures sociales, sinon socialistes, prises par la Commune. « *La révolution du 18 mars a été faite exclusivement par la classe ouvrière. Si nous ne faisons rien pour cette classe, nous qui avons pour principe l'égalité sociale, je ne vois pas la raison d'être de la Commune.* » Il est décédé le 29 mars 1896 après avoir écrit dans son testament, lu pour ses obsèques : « *Ayant vécu libre-penseur, je veux mourir de même. Je demande donc qu'aucun prêtre d'aucune église n'approche de moi, soit à l'heure où je meurs, soit à mon enterrement, pour "sauver" mon âme (...). Je ne crois ni à l'enfer, ni au ciel, ni aux châtiments ni aux récompenses dans un autre monde. Enfer et ciel, châtiments et récompenses vivent dans la conscience de chacun. Le remord et le contentement sont le châtiment et la récompense que chacun reçoit et porte en*



*soi en rapport de ses actions, bonnes ou mauvaises (...). Je meurs sans crainte (...). Mon enterrement doit être aussi simple que celui des derniers crève-la-faim. (...)*

*La seule distinction que je demande c'est d'envelopper mon corps dans un drapeau rouge, le drapeau du prolétariat international, pour l'émancipation duquel j'ai donné la meilleure part de ma vie et pour laquelle j'ai toujours été prêt à la sacrifier.* » Ayant eu droit au corbillard de 7<sup>e</sup> classe, il repose désormais au Père-Lachaise.

Voilà quelques-unes de ces « hyènes de 93, ces gorilles de la Commune ». Nous ne pouvons les évoquer tous. Ils ont œuvré à

l'émancipation ouvrière, à l'obtention de la dignité et de la liberté et mériteraient de figurer parmi ces grandes figures sauvées de l'oubli. Ils ont écrit une grande page du mouvement social et de l'histoire des hommes. Loin des tréfonds fétides où les enfermait Théophile Gautier, les métallos, eux aussi, se sont lancés, avec d'autres, à l'assaut du ciel comme l'a si justement dit Karl Marx.



Claude Ven  
Président de l'IHS CGT métaux



La montée au mur 2021 © Roger Gauvrit



# Les copains du dimanche

**M**onstre sacré du cinéma français, l'acteur Jean-Paul Belmondo est décédé le 6 septembre dernier.

Parmi les très nombreux hommages qui ont été rendus, rares ont été ceux qui ont rappelés que « Bebel » est tout au long de sa carrière resté fidèle à ses valeurs et à ses engagements syndicaux. Qui se souvient en effet qu'il a été le président du syndicat français des acteurs (SFA) affilié à la CGT de 1963 à 1966 ? C'est à ce titre qu'il fait la une de *La Vie ouvrière* du 2 décembre 1964, dans lequel figure une longue enquête sur le SFA et de nombreux entretiens avec, entre autres, Raymond Bussières, Claude Vinci, Nicole Courcel, Michel Piccoli.

On se souvient encore moins que Jean-Paul Belmondo a débuté sa carrière cinématographique en 1957 dans *Les copains du dimanche*, avoir été repéré par le réalisateur Henri Aisner à qui l'on doit une adaptation en 1949 du roman *Le Mystère de la chambre jaune* avec Serge Reggiani dans le rôle du célèbre Rouletabille. Ce long-métrage, financé par la CGT, présente une réalisation des



métallurgistes de la région parisienne, l'Aéroclub-central des métallurgistes (ACCM), un club d'aviation populaire créé en 1955 et implanté non loin d'une autre propriété des métallurgistes parisiens, le parc de loisirs et de culture

Henri-Gautier de Baillet-en-France. L'objectif de ce film est de promouvoir les réalisations des comités d'entreprise qui participe au fonctionnement de l'aéro-club et de mettre en avant

l'unité syndicale, dans un contexte marqué par la Guerre froide et l'intervention soviétique à Budapest en Hongrie. Longtemps resté confidentiel en raison du refus des réseaux de distribution de diffuser le film en salle de cinéma, celui-ci a toutefois permis à Jean-Paul Belmondo d'être repéré et de poursuivre la carrière que nous connaissons comme *À bout de souffle* (1960), *Léon Morin, prêtre* (1961), *Un singe en hiver* (1962), *L'Homme de Rio* (1964), *Cent Mille Dollars au soleil* (1964), *Borsalino* (1970), *Le Casse* (1971), *Le Magnifique* (1973), *Le Professionnel* (1981) ou encore *Hold-up* (1985). ●

- **Pour aller plus loin**, n'hésitez pas à jeter un coup d'œil à la biographie de Jean-Paul Belmondo sur le site internet du *Maitron* (<https://maitron.fr/spip.php?article16181>) ou encore à lire l'ouvrage passionnant paru en 2018 aux éditions de l'Atelier sous la direction de l'historien du cinéma Tanguy Perron, *L'écran rouge. Syndicalisme et cinéma de Gabin à Belmondo*.



# La mine de La Machine



Puits des Glénons de la mine de la Machine © coll. IHS CGT Métaux

**D**ans la Nièvre, non loin de Decize et des bords de la Loire, la ville de La Machine doit son nom à l'exploitation minière du charbon de terre. Si les traces d'exploitation y sont anciennes, ce n'est qu'au XVII<sup>e</sup> siècle qu'elle prend son réel essor, sous l'impulsion de Colbert, contrôleur général des Finances de Louis XIV. Il s'agit alors de réduire la dépendance au charbon anglais. Après plusieurs péripéties, les mines sont reprises par la Société anonymes des mines de Decize, dominée par des investisseurs lorrains, qui emploie près de 2 000 personnes au début du XIX<sup>e</sup> siècle. L'extraction décolle véritablement après 1850 et est destinée en priorité aux industries métallurgiques d'Imphy et de Fourchambault, ainsi qu'aux verreries de la Charbonnière, puis aux usines du Creusot. Concurrencées par les mines de Commentry, elles sont finalement rachetées, comme celles de Montchanin peu de temps auparavant, par l'entreprise Schneider en 1869. Jusqu'à la Première Guerre

mondiale, les mines de La Machine seront l'une des principales sources d'approvisionnements en charbon des usines du Creusot, avant que celles-ci ne se tournent davantage vers l'électricité. Nationalisées en 1946, les mines de La Machine intègrent les Charbonnages de France. Peu à peu, la mécanisation et les gains de productivité réduisent le nombre de salariés, avant la

fermeture définitive des puits de mine en décembre 1974. Grâce à l'action engagée par d'anciens mineurs dès 1970, la mémoire industrielle et sociale de l'exploitation a été préservée, avec la collecte de témoignages oraux, la préservation des archives et enfin l'ouverture d'un musée de la mine en 1983. Sur une surface de plus de 1 000 mètres carrés situés dans les anciens locaux de la direction, on y découvre les conditions géologiques d'apparition du charbon, l'histoire des techniques d'exploitations, une collection de lampes de mineurs, des objets du quotidien ou encore des maquettes et des plans. Non loin, le puits des Glénons permet de découvrir, sur 600 mètres de longueur, les conditions de travail des mineurs : courbés en deux, dans l'obscurité et la chaleur, les oreilles emplies des bruits des équipements pneumatiques. ●

• Pour en savoir plus : <https://nievre.fr/cadre-de-vie/culture-et-patrimoine/musees/la-machine-musee-de-la-mine/>.



# Claude Godart nous a quittés

**C'**est avec beaucoup de tristesse que nous avons appris le décès de Claude Godart, survenu le 2 juillet 2021.

Né le 6 mars 1949 à Liévin (Nord), Claude Godart y a effectué ses premières années d'études. Ayant obtenu son baccalauréat au lycée Henri Darras, il a poursuivi son cursus par un BTS à l'IUT de Rouen (Seine-Maritime), au sein du département de mesures physiques de Mont-Saint-Aignan.



Il s'est installé à Nangis (Seine-et-Marne) en juillet 1969, après avoir été embauché à la raffinerie ELF à Grandpuits (Seine-et-Marne). En 1971, il est recruté comme technicien supérieur au centre

d'études et de recherche de la Snecma de Villaroche, à Réau Moissy-Cramayel (Seine-et-Marne). Il a adhéré à la CGT en 1973.

Claude Godart a été le secrétaire général du Syndicat CGT UFICT Snecma Villaroche de 1979 à 2001, tout en assumant différents mandats dans l'entreprise de 1977 à 2004. Il a ainsi été secrétaire du comité d'établissement de Villaroche de 1983 à 1987 et administrateur salarié au conseil d'administration de la Snecma entre 1989 et 2004. Il a participé à toutes les luttes, contre le présentisme en 1978, pour les salaires à 1 500 francs minimum pour tous en 1988, pour les classifications des techniciens et des techniciens supérieurs, mais également pour la réalisation du Concorde et des Airbus A 200 et A 320, respectivement équipés de moteurs

Snecma, Olympus 593 et CFM 56.

À l'occasion du 33<sup>e</sup> congrès, à Nanterre, en mai 1990, il est élu à la Commission financière de contrôle (CFC) de la Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie (FTM-CGT). Il est élu au comité exécutif fédéral et au bureau fédéral du 34<sup>e</sup> congrès, à Nanterre, en juin 1993 jusqu'au 37<sup>e</sup> congrès, à Nantes, en avril 2004.

Lors de son départ en retraite, il a rejoint la section syndicale CGT UFR Snecma Villaroche. Il a également été membre du conseil national de l'Union fédérale des retraités (UFR) de 2006 à 2019.

Depuis 2007, il était membre de la commission financière de contrôle de l'Union fraternelle des métallurgistes (UFM).

Convaincu de l'importance de l'histoire, il était l'un des fondateurs en mai 2005 de l'Association d'histoire sociale de la Snecma, devenu Safran, dont il a assuré la présidence et la trésorerie. Parmi les nombreux travaux auxquels il a activement participé, nous pouvons signaler la brochure sur le conflit des 1 500 francs en 1988 dans le groupe Snecma ou encore la biographie qu'il préparait sur le prêtre-ouvrier Jean Perrot, dont les archives sont aujourd'hui préservées grâce à son action. Il était également membre depuis 2013 du conseil d'administration de l'Institut CGT d'histoire sociale de la métallurgie et représentait la FTM-CGT au sein de l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé.

Militant au Parti communiste français (PCF), il a été élu au conseil municipal de Nangis pendant dix-huit années. Conseiller durant le premier mandat, il a ensuite été adjoint au maire jusqu'en juin 2020. Ayant décidé de ne pas se représenter, il s'était retiré à Genouillac, dans la Creuse. ●



# Roger Sylvain nous a quittés

**C'**est avec beaucoup de tristesse que nous avons appris le décès de Roger Sylvain, survenu le 4 juillet 2021.

Né le 24 juillet 1931 à Chaville (Hauts-de-Seine), son père était un résistant, avant de s'engager dans l'armée française de Libération jusqu'en juillet 1945. Titulaire du CEP, Roger Sylvain a intégré



l'école de formation professionnelle Renault en 1946. Après avoir obtenu son CAP trois ans plus tard, il est embauché à l'atelier de l'artillerie, à la réparation des machines-outils. Son service mili-

taire, qu'il a effectué au Maroc en 1952, l'a profondément marqué, après avoir « découvert des choses révoltantes, notamment au niveau du travail des enfants ».

Ouvrier ajusteur, il a adhéré au syndicat CGT en 1960 et au Parti communiste français (PCF) en 1962. Élu délégué du personnel en 1963, il intègre le bureau du syndicat CGT Renault Boulogne-Billancourt en 1964, puis l'année suivante le secrétariat. Lors des grandes grèves de mai-juin 1968, Roger Sylvain est en première ligne, en tant que secrétaire à l'organisation du syndicat. Un mois durant l'usine a été occupée.

Entre 1971 et 1976, il est élu secrétaire général du syndicat CGT Renault Boulogne-Billancourt et délégué syndical central CGT. Il est élu au comité exécutif fédéral de la Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie (FTM-CGT) du 27<sup>e</sup> congrès (février 1971) au

29<sup>e</sup> congrès (novembre 1976). Il y a assumé notamment la responsabilité de la branche automobile et a, à ce titre, participé à de nombreuses délégations, en Amérique du Sud, en Union soviétique ou encore au Canada.

En 1976, il est élu secrétaire du comité central d'entreprise de la Régie nationale des usines Renault, avant d'être, en mai 1981, désigné comme administrateur salarié au conseil d'administration, mandat pour lequel il est élu en mars 1984. Il est là encore en première ligne, dans une période difficile : contre la fermeture de l'usine de Billancourt, pour la production d'un petit véhicule populaire, avec le projet de « Neutral » porté par la CGT, pour les libertés syndicales, avec la lutte des « Dix » de Renault-Billancourt.

En décembre 1987, il a pris sa retraite et a poursuivi son engagement. Il a ainsi gagné son procès en 2001 pour discrimination antisyndicale contre le groupe Renault.

En 1998, il a quitté le PCF et a rejoint vingt ans plus tard le Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF). Il a été l'un des membres fondateurs du Front syndical de classe (FSC) en 2009, dont il a été le président.

Il est l'un des membres fondateurs de l'Association des anciens travailleurs de Renault-Billancourt de l'Île Seguin (ATRIS) en 1998, dont la mission est de cultiver la mémoire individuelle et collective du travail et des luttes dans l'entreprise. Il était également adhérent à l'Institut CGT d'histoire sociale de la métallurgie. En 2018, à l'occasion du cinquantenaire de Mai-Juin 68, Roger Sylvain avait témoigné à de nombreuses reprises, dans les médias comme lors de notre traditionnel débat précédant le repas des anciens. ●



# Aimé Halbeher nous a quittés

**N**ous venons d'apprendre que notre camarade Aimé Halbeher s'est éteint le mardi 3 mai.

Aimé était un des grands dirigeant de la métallurgie et un militant politique d'envergure.

Il est né le 16 mars 1936 dans le milieu ouvrier du XII<sup>e</sup> arrondissement de Paris d'un père machiniste sur bois et d'une mère soudeuse. Il obtient son certificat d'étude en 1950 avant d'entrer sur concours à l'école d'apprentissage Renault. A quatorze ans, l'image de lutte et de militantisme de cette grande usine ne le déçoit pas. Dès son arrivée il lutte pour la libération d'Henri Martin et participe aux grèves violentes qui émaille les années 1950, 52 et 53 à Billancourt. Titulaire de son CAP en 1953 il est ajusteur ouilleur au département 37 dans l'Ile Seguin.

Il adhère à la CGT et au parti communiste en 1954. Mobilisé pour 30 mois en Algérie en 1956, il est nommé sergent en 1958 malgré son implication dans de multiples actions notamment à l'occasion de la rébellion de l'armée et de la venue au pouvoir du général de Gaulle en 1958. De retour chez Renault en janvier 1959 il sera délégué du personnel de 1960 à 1963. La mobilisation massive des ouvriers de son atelier fait reculer la direction quand elle tente de le licencier pour propagande syndicale. En 1961 il devient secrétaire général adjoint du syndicat CGT de Renault Billancourt, membre de la direction fédérale de la métallurgie CGT et du comité de la fédération Seine-Ouest du PCF.

Aimé, devenu permanent, quitte l'usine en mars 1963. Il suit l'école centrale de quatre mois du PCF en 1964 et sera élu secrétaire général du syndicat CGT du groupe Renault en France en mars 1967.



En Mai 1968 il participe aux initiatives d'occupation de l'usine de Billancourt qui dura 33 jours et 34 nuits à partir du 16 mai. Au nom des trois organisations syndicales CGT, CFDT, FO, il fait voter l'occupation et la grève reconductible aux 20 000 salariés présents. Avec la majorité des militants CGT il s'oppose à l'entrée dans l'usine des étudiants d'extrême gauche qui marchaient sur Billancourt. Le 27 mai, suite aux discussions de Grenelle, que la grande majorité des ouvriers jugeaient insuffisants, il propose la poursuite de la grève, la reprise du travail n'intervenant que le 18 juin après l'obtention d'améliorations internes à l'entreprise.

En 1972 il devient permanent de la fédération CGT de la métallurgie, responsable du secteur automobile. Mais en 1975 il retourne chez Renault pour retrouver la proximité avec les ouvriers et prend la direction en 1976 de la section du PCF de Renault Billancourt. Il venait, la même année, d'être élu membre suppléant du comité central du PCF avant d'être désigné titulaire au congrès de 1979 où il siégea jusqu'en 1987.

Sollicité par Georges Marchais en juin 1981, il rejoint la section économique et devient ré-



dacteur en chef de la revue Économie et Politique. Il s'occupe également des questions sociales du secteur automobile de 1983 à 1990.

Mal à l'aise avec la participation des communistes au gouvernement d'Union de la gauche depuis 1981, Aimé exprima des divergences croissantes avec la direction du parti dès les années 1980. Opposé à ce qu'il appelait la « dérive européenne institutionnaliste » et à la « mutation » du PCF initiée par Robert Hue, il refuse la soumission à la social-démocratie et la politique privilégiant les élus au détriment de l'intervention des salariés dans les entreprises. En 1990 il quitte la section économique pour le secteur entreprise avant le rejoindre le secteur emploi du PCF en 1994.

En 1997, la rupture est consommée. Il crée avec d'autres militants l'organisation Rouges Vifs et participe à sa direction nationale avant de la quitter quelques années plus tard, suite à des désaccords internes.

Nous nous inclinons devant le parcours de notre camarade et nos pensées vont avant tout à son épouse Béatrice, à ses enfants et petits-enfants. Aimé était un militant à la fois impressionnant et attachant qui laissera un grand souvenir aux métallos.

Il nous reviendra dans les prochaines semaines, de créer les conditions pour lui rendre l'hommage qu'il mérite par son engagement déterminé, toujours sincère et fidèle à ces convictions. ●

## En vente à l'IHS :



### Notre histoire, à lire et à faire lire !

Plongez-vous dans la riche histoire de la Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie, des années 1860 à nos jours ! Accessible à toutes et tous, reproduisant quelques quarante photographies et affiches, Le Métal au cœur est un allié précieux pour l'activité syndicale aujourd'hui. Alors, n'hésitez pas à le lire et à le faire lire !

**Prix : 19,90 €**

### BON DE COMMANDE

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Contact (mail ou téléphone) : .....

Nombre d'exemplaires : ..... x 19,9 € soit un total de ..... € (les frais de port sont offerts)

Règlement par chèque à adresser à :  
l'IHS CGT Métaux, 94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris

ou par virement avec les coordonnées bancaires suivantes :  
IBAN : FR 76 4255 9000 0821 0287 9920 368  
BIC : CCOPFRPPXXX

Pour toute information, n'hésitez pas à prendre contact avec nous :  
[ihs.gas@free.fr](mailto:ihs.gas@free.fr) ou 01 53 36 86 38.



D'info sur :

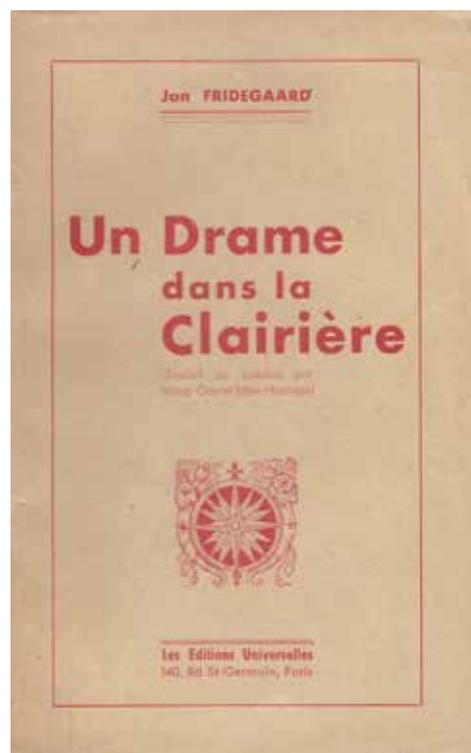
<https://ftm-cgt.fr/metal-au-coeur/>



## Un drame dans la clairière

**J**an Fridegaard, auteur de l'école prolétarienne suédoise, est connu dans son pays pour sa trilogie de romans sur l'ère des Vikings en Suède paru en 1940 et 1949. *Un Drame dans la clairière* (*En natt i juli*), publié en 1933 et son seul ouvrage traduit et publié en France, illustre sa préoccupation pour la condition paysanne. Cette histoire d'une grève de valets de ferme, de jaunes embauchés par le patron et d'un amour naissant entre deux jeunes adultes mérite assurément le détour, pour découvrir un peu de cette littérature nordique !

**Jan Fridegaard**, *Un Drame dans la clairière*, Editions universelles, 1944.



## La terre peut bien se fissurer

**A**vis aux amateurs de roman policier venus des froides contrées d'Europe du Nord ! Le suédois Kjell Eriksson propose, dans *La terre peut bien se fissurer*, paru dans la collection Babel noir chez Actes sud en 2010, de se plonger dans une enquête policière dans la région d'Uppsala. Ici, ni suspens inutile, ni de rebondissement de dernière minute. L'auteur alterne les points de vue de l'enquêtrice Ann Lindell et du tueur Tore Svensson pour mieux interroger les relations sociales, salariales mais également syndicales du « modèle suédois ». On pourra poursuivre avec *La Princesse du Burundi*, du même auteur, primé meilleur roman policier suédois en 2002.

**K. Eriksson**, *La terre peut bien se fissurer*, Actes sud, 2010, 9,5 €.

